

Nature de l'acte : 6.1

N° AP 208 12 2025

Mis en ligne le ... 14.01.26 ...

Transmis le ... 07/01/2026 ...

ARRÊTÉ PORTANT SUR LA POURSUITE TEMPORAIRE D'EXPLOITATION DE L'HÔTEL MÉTROPOLE

Le Maire de la ville de Lourdes,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-18, L. 2212-1, L. 2212-2 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R 143-1 à R 184-5 ;

Vu le Code de justice administrative, notamment l'article R. 421-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 65-2025-07-03-00005 en date du 03 juillet 2025 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales ;

Vu l'arrêté n° 2020_07_428 en date du 29 juillet 2020 portant sur la délégation de fonction et de signature de Monsieur Jean-Georges CRABARIE ;

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité incendie établi le 12 décembre 2025 à la suite de la visite inopinée de l'hôtel Métropole (dossier n° 286-0180), bâtiment de type O, N de 4^e catégorie, sis 17 rue des carrières de Peyramale à Lourdes.

Considérant qu'il ressort de ce procès-verbal la nécessité de réaliser des prescriptions, conformément à l'article 40 du décret du 8 mars 1995 et que la nature de celles-ci ont conduit la commission à émettre un avis défavorable à la poursuite d'exploitation.

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Djamel DJERDI, exploitant de l'hôtel Métropole est invité, compte tenu des non conformités relevées par la commission communale de sécurité, à réaliser ou faire réaliser les mesures suivantes dans le délai indiqué ci-après :

Prescriptions et calendrier de réalisation :

Pour lever l'avis défavorable, l'exploitant doit :

- Assurer la présence de 2 personnels dès l'ouverture au public de l'hôtel (voir dérogation du 18/12/2001) ;
- Vider sans délais les locaux non isolés, notamment au sous-sol (containers poubelle, matelas, sacs...) et les salles de bains des chambres du rez de chaussée transformées en bureau / archives ;
- Retirer sans délais le cache présent sur le détecteur incendie de l'office ;
- Retirer sans délais l'ensemble des multiprises ;
- Isoler les locaux du sous-sol, du premier étage notamment au niveau des portes d'accès ;
- Réduire la charge calorifique présente dans les chambres ;
- Remettre en service les portes des chambres, des locaux à risques et de l'escalier (R+4) : ferme-porte, étanchéité, fermeture complète ;
- Sécuriser les SAS du petit déjeuner (faux-plafond qui s'effondre et porte avec vitrage cassé) ;

Délai : sans délai à compter de la notification du présent arrêté

En complément, les prescriptions suivantes doivent être corrigées d'urgence pour élever le niveau de sécurité :

- Assurer la stabilité au feu de l'établissement, ou proposer des mesures compensatoires ;
- Compléter le degré de résistance au feu des portes des chambres qui donnent directement dans l'enclouement de l'escalier ;
- Isoler la cuisine, en remplaçant les portes coupe-feu, et certifier cet isolement par un organisme agréé ;
- Installer un détecteur de monoxyde de carbone dans la chaufferie.

Délai : 2 mois, à compter de la notification du présent arrêté

Il appartient à l'exploitant de se conformer à l'ensemble des prescriptions contenues dans le procès-verbal de visite annexé.

Dans le cas où des prescriptions ne seraient pas réalisées aux échéances fixées, l'exploitant est avisé qu'il s'expose à l'application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur et notamment, conformément à l'article R. 143-45 du Code de la construction et de l'habitation, à la fermeture, jusqu'à complète réalisation des travaux.

Article 2

En application des articles R. 143-26 à R. 143-30 du Code de la construction et de l'habitation tout projet de construction, d'extension, d'aménagement et de transformation des établissements, que l'exécution des projets soit ou ne soit pas subordonnée à la délivrance d'un permis de construire, doit être examiné par la commission communale de sécurité incendie.

Article 3

A la fin de l'ensemble des travaux, il appartient au maître d'ouvrage de saisir la commission de sécurité pour procéder à la visite de levée de l'avis défavorable à la poursuite d'activité de son établissement.

Article 4

L'exploitant devra apporter à l'appui des mesures indiquées à l'article 1, toutes les pièces justificatives utiles (attestation de mise en conformité ou sécurité, etc.).


Article 5

Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Lourdes, le 23/12/2025

Par délégation du Maire,


Le conseiller municipal délégué,
Jean-Georges CRABARIE

Notifié le 21.04.26
☐ Par courrier recommandé envoyé le
☒ Par remise en main propre
☐ Par mail envoyé le
Je soussigné(e)..... R. Crabarie
Signature : 

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.

